



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

de protection du site d'intérêt géologique de HEILLY

LE PRÉFET DE LA SOMME

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.411-1 et L.411-2 relatifs à la préservation du patrimoine naturel, ses articles R.411-17-1 à R.411-17-2 relatifs à la protection des sites d'intérêt géologique, ainsi que l'article L.415-3 relatif aux sanctions ;

VU l'article L.411-1 A du code de l'environnement instituant l'inventaire du patrimoine naturel pour l'ensemble du territoire national terrestre, fluvial et marin dont fait partie l'inventaire national du patrimoine géologique (INPG) ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et les départements ;

VU le rapport de juin 2020 établi par la DREAL des Hauts-de-France explicitant la méthode d'identification des sites d'intérêt géologique nécessitant une protection établie par la commission régionale du patrimoine géologique ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la Somme, M. Étienne STOSKOPF à compter du 23 août 2022 ;

VU le rapport d'octobre 2022 établi par la DREAL des Hauts-de-France et le conservatoire des espaces naturels des Hauts-de-France présentant les sites d'intérêt géologique de la Somme et exposant les enjeux de préservation et les propositions de protection ;

VU la consultation du public effectuée du 15 novembre 2022 au 7 décembre 2022 en application de l'article L.123-19-1 du Code de l'environnement ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Heilly du 8 décembre 2022 ;

VU l'avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel des Hauts-de-France en date du 6 janvier 2023 suite à l'examen en séance plénière du 19 décembre 2022;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation de protection de la nature du 13 avril 2023 ;

Considérant ce qui suit :

1. le rapport établi par la DREAL Hauts-de-France et le conservatoire des espaces naturels des Hauts-de-France en juin 2020 explicitant la méthode d'identification des sites d'intérêt géologique nécessitant une protection établie par la commission régionale du patrimoine géologique ;

2. le rapport scientifique établi par la DREAL Hauts-de-France et le conservatoire des espaces naturels des Hauts-de-France en octobre 2022 présentant les sites d'intérêt géologique de la Somme et exposant les enjeux de préservation et les propositions de protection ;

3. des menaces peuvent peser sur le site notamment les excavations et les dépôts de déchets, ce qui nécessite la prescription de mesures de protections visées à l'article R.411-17-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et de la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme,

ARRÊTE

ARTICLE 1. DÉLIMITATION

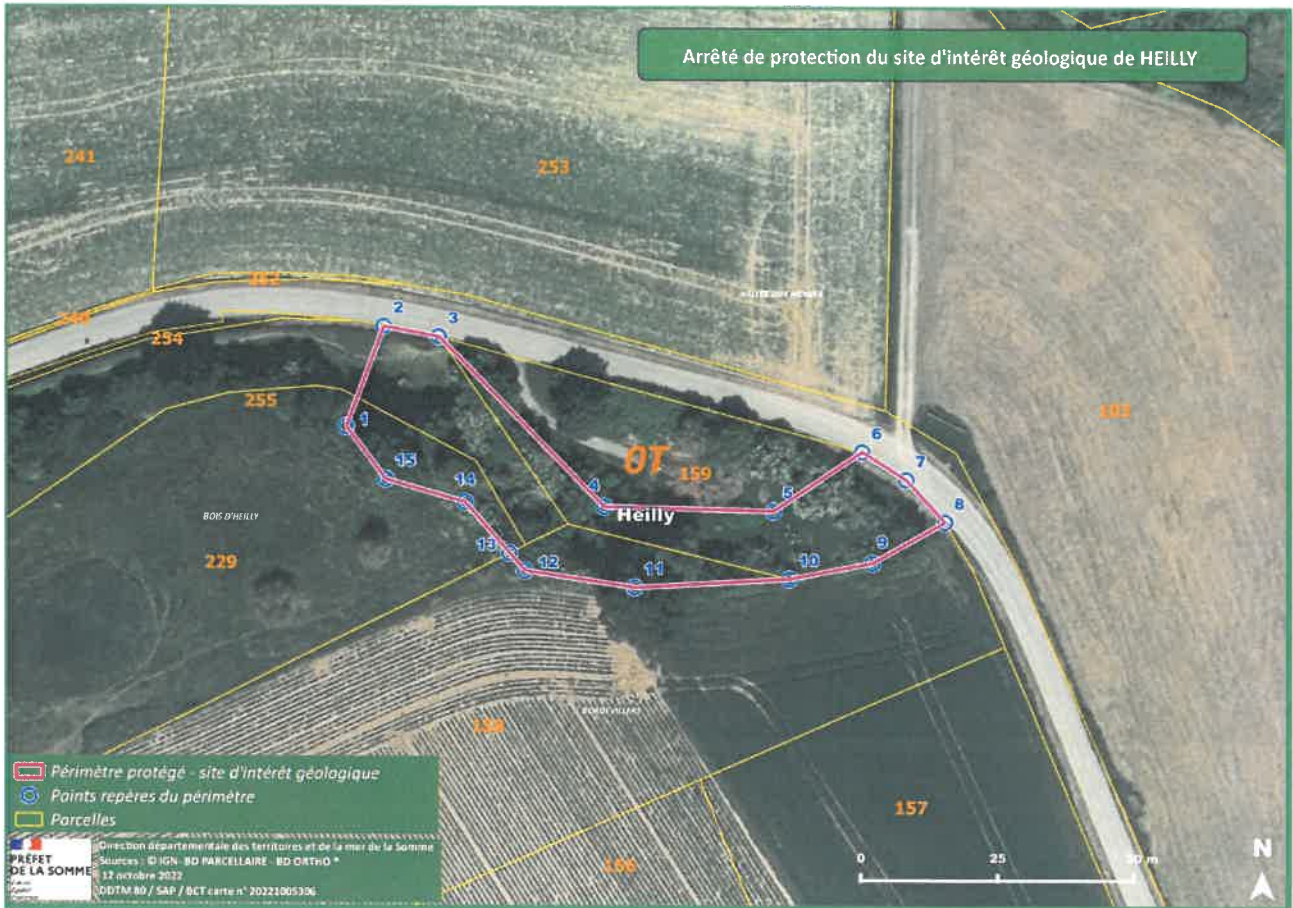
Le site d'intérêt géologique des loess et paléosols du Pléistocène sup., Heilly (référence INPG : PIC0077) situé sur la commune de Heilly comprend les parcelles suivantes :

- parcelle n° OT 158 pour partie ;
- parcelle n° OT 159 pour partie ;
- parcelle n° OT 229 pour partie ;
- parcelle n° OT 255 pour partie.

La surface totale du site est de 0,21 hectares.

Coordonnées du polygone proposé au classement :
projection RGF93 / Lambert-93 - EPSG:2154

	X (m)	Y (m)
1	665954	6984458
2	665961	6984476
3	665971	6984474
4	666002	6984443
5	666033	6984442
6	666050	6984453
7	666058	6984448
8	666065	6984440
9	666052	6984432
10	666036	6984429
11	666008	6984428
12	665987	6984431
13	665984	6984434
14	665976	6984444
15	665962	6984448



ARTICLE 2. MESURES DE PROTECTION

Afin de garantir la préservation du site d'intérêt géologique de Heilly, sont interdits dans le périmètre délimité :

- les excavations ;
- le prélèvement ou le ramassage de roches et sédiments ;
- le dépôt d'ordures et de déchets ;
- les activités de bivouac, camping et les feux de camp ;
- la circulation des véhicules à moteur et des VTT.

ARTICLE 3. AUTORISATIONS EXCEPTIONNELLES DE PRÉLÈVEMENT

Des autorisations exceptionnelles de prélèvement de fossiles et de sédiments à des fins scientifiques ou d'enseignement peuvent être délivrées par le préfet. La décision d'autorisation ou de refus prise après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN), de la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) et des communes les territoires desquelles sont situés les sites d'intérêt géologique, est notifiée au demandeur. Le silence gardé par l'autorité administrative au-delà de quatre mois vaut décision de rejet de la demande d'autorisation exceptionnelle de prélèvement.

Des autorisations exceptionnelles d'opérations concourant à la conservation du site d'intérêt géologique peuvent être délivrées par le préfet.

ARTICLE 4. SANCTION

Seront punies des peines prévues à l'article L.415-3 et R.415-1 du code de l'environnement le non-respect des mesures mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 5. RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – CS 8114 – 80011 Amiens cedex 01), dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Somme et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans chacune des communes concernées par les soins du maire et notifié à tous les propriétaires des parcelles comprises dans l'arrêté.

ARTICLE 7. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le **22 JUIN 2023**

Le Préfet



Étienne STOSKOPF